



REVUE DE PRESSE
SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 26 SEPTEMBRE 2016

Calais ne veut plus être le centre du monde

JEAN-DENIS RENARD
ENVOYÉ SPÉCIAL
jd.renard@sudouest.fr

Nicolas Sarkozy mercredi dernier, François Hollande aujourd'hui. Qui d'autre demain ? « On va tous les voir défiler », s'amuse Maxime Giaya, le président de l'Union des commerçants de Calais-Nord, une association qui revendique 80 adhérents dans le cœur touristique de la ville. « Tous », ce sont les candidats à la présidentielle qui se rendent subitement compte que Calais existe sur la carte de France. Calais, ses 70 000 habitants, son port et son tunnel sous la Manche, son centre-ville coquet et le long croissant de sa plage de sable accessible à pied.

Le pèlerinage préélectoral ne doit rien au charme littoral des lieux. À force de débats enflammés et d'échauffourées qui ne le sont pas moins, la sous-préfecture du Pas-de-Calais est devenue l'un des épicycloses de la tragédie migratoire, le cul-de-sac de la route vers l'Angleterre.

À peu près 9 000 personnes venues d'Afrique et d'Orient s'entassent dans la fameuse jungle, à 2 kilomètres à l'est des embarcadères des ferries, au-delà de la rocade. La télé russe y croise des confrères italiens et néerlandais. Des riverains de la fameuse jungle connaissent des journalistes par leur prénom. Curieux effet de loupe connectée.

« Une ville normale ! »

Le résultat ? Une réputation désastreuse. « Je n'en peux plus qu'on me parle de jungle et de migrants où que j'aille. On commence à entendre l'expression "mini-Calais" pour désigner

les endroits où seront déplacés ces gens. Ça suffit ! » tranche Dorothee Lachèvre, qui réside route de Gravelines, à proximité immédiate du campement sauvage.

« Calais a un problème d'image, avec de réelles conséquences économiques », renchérit Maxime Giaya. « La clientèle de passage représente à

« Les affrontements se sont déroulés devant chez nous, on n'osait plus sortir » (un Calaisien)

peu près 30 % du chiffre d'affaires du commerce, nous l'avons perdue. C'est encore plus difficile pour les hôtels et les restaurants. Partout, les gens s'imaginent qu'on vit dans des nuages de lacrymo, au rythme du couvre-feu. Nous habitons une ville normale ! » s'insurge-t-il. C'est un fait, l'agglomération n'a rien d'une contrée en état de guerre. Le bidonville vit sa vie de misère à l'écart. Par le passé, de nombreux migrants circulaient en centre-ville. Ce n'est plus le cas. La présence policière y tutoie le record de France, ce qui n'incite pas les illégaux à l'errance. « Surtout, les mafias de passeurs ne veulent pas d'eux dans les rues », raconte un bon observateur.

« Franchement, il y a très peu de dégradations, très peu de vandalisme. Vous pouvez sortir la nuit sans être inquiété. Il y a des tas de quartiers en France, à Marseille, à Strasbourg ou ailleurs, où on ne peut sûrement pas dire ça », appuie Philippe, un habitant du cru. L'ambiance change une fois franchie l'écluse Carnot. Derrière le bassin s'ouvre la zone portuaire, hé-

rissée de grilles et de rouleaux de barbelés. Il s'en déroule une trentaine de kilomètres pour cerner les ferries en partance vers l'Angleterre et pour isoler la rocade, point de passage obligé du trafic routier transmanche (lire ci-contre). Des estafettes de CRS mouchettent le paysage, remplies d'uniformes qui trompent l'ennui en pianotant sur leurs smartphones.

Le FN à 49% en 2015

L'embranchement de la route de Gravelines est un trait d'union vers la jungle. C'est à partir de là que les allées et venues se multiplient et que les populations se côtoient. À partir de là que la pression migratoire se dédouble, entre banalité du quotidien et enjeu politique dans une ville qui a voté à 49% pour Marine Le Pen lors du premier tour des élections régionales de 2015.

Installée là, Brigitte Lips ne voit pas l'ombre d'un problème. Pour elle, du moins. « Les problèmes, c'est les migrants qui les ont. Certains riverains comprennent, d'autres non. Je me fais insulter, mais peu m'importe », tranche cette militante du Secours catholique qui consacre son temps libre à aider les démunis.

Sur le chemin des Dunes, l'accès direct à la jungle, le son de cloche est pour le moins différent. Virulent chez les Lebrun, Joël et Béatrice, qui vivent aux premières loges, claquemurés derrière de hautes grilles et un dispositif de vidéosurveillance. Ils font maintenant face à une lande vide, la jungle sud évacuée au printemps. La jungle nord a planté ses tentes 200 mètres plus loin.

« Tout le monde nous enviait notre propriété dans les arbres. Elle est le

fruit d'une vie de travail, elle ne vaut plus rien. Les affrontements entre les migrants et la police se sont déroulés devant chez nous, on n'osait plus sortir. On ne part plus en vacances, de peur de trouver la maison squattée à notre retour. C'est fou ! » s'emporte Joël Lebrun.

« Le droit de propriété existe »

Chez Dorothee et Michel Lachèvre, le ton est plus mesuré mais la lassitude, immense. À la tombée du jour, des migrants commencent à traverser leur propriété pour se rendre en amont sur la rocade et vers Transmarck, un vaste parking sécurisé pour les poids lourds. Les clôtures sont dégradées, les canards du canal ont disparu, des reliquats de grenades lacrymogènes jonchent le sol. Michel Lachèvre évacue chaque matin les débris lancés à travers les fossés par les migrants qui les franchissent ainsi à pied sec.

« On n'a jamais été agressés, mais on en a marre. Le droit de propriété existe encore dans ce pays, non ? J'ai

conscience de la situation de tous ces gens, mais pourquoi faut-il que mon mari soit réveillé par les tirs de grenades depuis un an et demi ? Pourquoi se préoccuper de démanteler la jungle seulement maintenant ? Et pourquoi faut-il que les Calaisiens subissent en permanence un problème qui les dépasse ? » interroge Dorothee Lachèvre. Côté français comme côté anglais, les réponses se font attendre.

« Des chauffeurs refusent désormais d'y aller »



« La situation est devenue incontrôlable » pour les transporteurs. PHOTO DR

TRAFIC TRANSMANCHE Il est lourdement pénalisé par les échauffourées sur la rocade de Calais

Sébastien Rivera est le secrétaire général de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) pour le Pas-de-Calais.

« Sud Ouest » Quelles sont les conséquences de la situation pour les entreprises de transport ?

Sébastien Rivera. Les transporteurs routiers de la région composent avec la pression migratoire depuis une vingtaine d'années maintenant. Ils ont formé leurs conducteurs pour que ceux-ci vérifient l'intégrité de la cargaison et ne fassent plus de pause avant Calais. Ils ont fait avec la perte de temps occasionnée par les incidents sur la rocade. Mais, de-

puis plusieurs mois, on note une agressivité accrue des migrants. Très concrètement, des personnes se placent devant les véhicules et menacent les chauffeurs avec des pierres ou des pieux s'ils ne s'arrêtent pas. Les migrants lacèrent les bâches pour entrer dans les remorques, ils y pénètrent par dizaines et saccagent la marchandise.

Quel est l'impact économique ?

Tout cela a un coût, intégralement pris en charge par les transporteurs. Ils sont responsables de la marchandise d'un point A à un point B. Ils perdent du temps, puisqu'il faut retourner à l'entrepôt après les intrusions

pour sauver ce qui peut l'être. Et je ne parle pas de la perte des bâches déchirées. Certains transporteurs ne déclarent même plus les sinistres aux assurances, à cause du montant des franchises et de la crainte de voir les primes grimper.

Comment le personnel vit-il ces échauffourées ?

Très mal. Des chauffeurs refusent désormais de se rendre à Calais, ils craignent pour leur sécurité. Et on peut les comprendre !

Est-ce à dire qu'il faut cesser de circuler de nuit sur la rocade ?

Les transporteurs réduisent au

maximum les rotations nocturnes. Mais il y a un revers à la médaille. Les bateaux qui partent de nuit ne sont pas complets, alors qu'en journée il faut compter avec des temps d'attente supplémentaires. Il faut impérativement que le nombre de migrants diminue dans le Calais pour que nous puissions circuler librement. Malgré le travail des forces de l'ordre, la situation est devenue incontrôlable. Et les transporteurs ne peuvent pas faire l'impasse sur le trafic transmanche. Entre le port de Calais et le tunnel sous la Manche, c'est entre 10 000 et 15 000 poids lourds qui sont concernés chaque jour.

Un quotidien devenu surréaliste

ROCADE Les camions en partance pour l'Angleterre y transitent avant la zone portuaire. Les migrants s'y ruent chaque jour dans l'espoir de se cacher

Mercredi dernier, 15 h 30, dans la partie ouest du campement. La foule des migrants reflue dans la « rue des Afghans », cet axe empierré de la jungle où se succèdent de minuscules échoppes. Tous quittent les tentes et les abris de fortune. Charrié par le vent dominant qui balaie la rocade, le gaz lacrymogène prend à la gorge et pique les yeux. Quelques minutes plus tôt, les camionnettes de CRS ont démarré pied au plancher en soulevant des nuages de poussière sur le chemin des Dunes.

Sur la rocade de Calais, le trafic est à l'arrêt. Les CRS font pleuvoir les grenades lacrymogènes dans le no man's land qui sépare la jungle des hautes grilles qui ceinturent la voie. Elles s'épanouissent en bouquet à une dizaine de mètres du sol avant de retomber au pied des groupes qui tentent de s'infiltrer.

D'autres migrants se sont introduits sur la rocade par les bretelles d'accès pour tenter de monter à bord des poids lourds qui rejoignent le port, quelques hectomètres plus loin. La préfecture dénombre 300 personnes, soit directement sur la rocade, soit à ses abords immédiats.

Des barrages sur la chaussée

Scène de la vie ordinaire ? Pas à cette heure de la journée. Le grand théâtre de l'évasion est généralement nocturne. Sur la rocade et sur les autoroutes A 26 et A 16 en amont, les assauts sont quotidiens. La tactique consiste à ralentir les camions au moyen de barrages improvisés, branches, moellons ou ferraille.

Les automobilistes sont également victimes du procédé. Arrêter

les voitures, c'est arrêter les camions englués dans le trafic. Ceux qui tentent de contourner les obstacles sont fréquemment caillassés. Le jeu de cache-cache est permanent avec les CRS, un coup à hauteur de la jungle, un coup ailleurs.

« Les migrants ne sont pas fous, ils savent que la jungle va être démantelée. Ils prennent de plus en plus de risques, y compris en journée, pour avoir une chance de traverser vers l'Angleterre. C'est l'énergie du désespoir », commente un bénévole associatif.

Plus encore que la vie au sein du camp, ce qui se trame sur la chaussée est aussi surréaliste que tragique. Des migrants y meurent écrasés.

« Les migrants ne sont pas fous, ils savent que la jungle va être démantelée. Ils prennent de plus en plus de risques » (un bénévole)

marchandises à proximité de la rocade. « On finit par banaliser, personne n'y fait plus attention. En tout cas, je n'emprunte plus jamais la rocade », soupire un riverain de la route de Gravelines.

Au volant des poids lourds, les chauffeurs ne supportent plus le stress. « Les migrants traversent l'autoroute de façon intempestive. Il faut être en permanence vigilant »,

raconte Bruno Ringot, le patron de BMR Transports, une société basée à Boulogne-sur-Mer, à une trentaine de kilomètres de Calais.

« On est soumis à des protocoles de sécurité, on n'a plus le droit de s'arrêter ni de faire le plein à moins de 150 kilomètres de Calais. Sur les parcs de stationnement, les passeurs cassent le cadenas de la remorque, font monter les migrants et replacent un cadenas identique pour que le chauffeur ne remarque rien », renchérit Yvon Lamarre, délégué du personnel de l'entreprise.

Le mur qui fait hurler

L'État a décidé de remédier au problème en construisant un mur de 4 mètres de haut le long de la jungle. Équipé de dispositifs anti-intrusion, il sera long de 1 kilomètre et coûtera 2,7 millions d'euros, entièrement abondés par le gouvernement britannique. Ses fondations ont été coulées la semaine passée. Une fois n'est pas coutume, il fait l'unanimité contre lui : élus, commerçants et associations pro-migrants.

En tout cas, la rocade reste pour nombre de migrants ce marche-pied vers leur rêve d'Angleterre. En dépit de la minutie des contrôles policiers et douaniers dans la zone portuaire, en dépit de l'inanité supposée des tentatives. « Auparavant, je faisais comme tout le monde, je relayais le message : on ne passe plus. Maintenant, je ne sais pas... En août, on a découvert 3 500 migrants dans les cargaisons des poids lourds sur le port, et le même nombre à l'entrée du tunnel sous la Manche. Dans le lot, il y en a forcément qui y arrivent », lâche un policier.

1 900 policiers et gendarmes

« Le contrôle de l'autoroute A 16 et de la rocade est une lutte. Les CRS y interviennent en permanence avec casque, bouclier et grenades. Nous sommes allés jusqu'à tirer 800 grenades lacrymogènes en une seule nuit ! » s'exaspère Luc Hochart, le secrétaire départemental du Pas-de-Calais du syndicat Unsa Police.

Largement répandue parmi les forces de l'ordre, cette lassitude renvoie aux chiffres. Selon Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, les effectifs ont été multipliés par deux depuis 2014. Près de 1 900 policiers et gendarmes sont présents dans le Calaisis, dont 600 agents de la PAF (police aux frontières). Mais ce sont les lacunes de la procédure que déplorent les hommes. Dans la même nuit, ils peuvent revoir trois, quatre ou cinq fois le même migrant à l'assaut des camions sans avoir d'autre choix que de le relâcher un peu plus loin.



Les forces de l'ordre déplorent les lacunes de la procédure. PHOTO AFP



Malgré les gaz lacrymogènes, les migrants tentent d'arrêter les camions, en prenant toujours plus de risques. On dénombre huit décès sur la rocade et l'A 16 depuis le début de l'année. PHOTO AFP

Faut-il revenir au septennat ?



Le référendum sur le quinquennat présidentiel en France a eu lieu le 24 septembre 2000. PHOTO ARCHIVES PHILIPPE DESMAZES/AFP

PROPOS RECUEILLIS
PAR JULIEN ROUSSET
j.rousset@sudouest.fr

LE CONTEXTE. Qu'ont en commun Arnaud Montebourg, Cécile Duffot, Marine Le Pen, Xavier Bertrand, Jean-Pierre Raffarin, Claude Bartolone, Matthias Feki ? Ils plaident tous, face à l'« hystérisation de la vie politique » et face « au court termisme », pour un retour au septennat.

Sept ans pour le mandat présidentiel : cette règle fut mise en place en 1873, au tout début de la III^e République, et perpétuée jusqu'à l'élection présidentielle de 2002. Cette année-là, le quinquennat entra en vigueur. Il avait été approuvé à une très large majorité (73 % des votants) lors d'un référendum, en septembre 2000, qui n'avait toutefois pas mobilisé les foules (30 % de participation). Le septennat est pratiqué dans quelques pays... mais dans des régimes parlementaires où le président n'a pas, tant s'en faut, les pouvoirs qu'il a en France (Irlande, Italie).

OUI



BERNARD ACCOYER
DÉPUTÉ DE HAUTE-SOIVIE (LR)
ANCIEN PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le quinquennat et la simultanéité des élections présidentielle et législatives ont changé notre vie démocratique : l'élection absolument centrale est la présidentielle, suivie de près de législatives automatiquement gagnées par le parti du président. Puis, quasi automatiquement aussi, au bout de cinq ans, le président et sa majorité sont balayés... Au bout du compte, ces alternances radicales et le rythme du quinquennat ont accéléré notre vie politique au-delà du raisonnable. Depuis une dizaine d'années, nous avons un

président sans cesse en campagne pour une réélection qu'il sait, en outre, quasi impossible.

Le quinquennat a accéléré la vie politique au-delà du raisonnable

Autre conséquence du quinquennat et du calendrier électoral : la confusion entre le président et le Premier ministre. Le chef de l'État, désormais perçu comme le vrai patron de l'action gouvernementale, est appelé à intervenir quotidiennement sur toutes sortes de sujets qui ne devraient pas relever de son domaine. Il finit par se brûler les ailes. Nous l'avons constaté aussi bien avec Nicolas Sarkozy qu'avec

François Hollande, qui ont pourtant des tempéraments différents. Le septennat est une solution heureuse, qui, choisie en 1875, maintenue en 1958, permet au chef de l'État d'inscrire son action dans une certaine continuité.

Le septennat favorise certes la cohabitation, et alors ? Je ne considère pas que cela soit un problème. Contrairement à ce qu'on entend souvent, la cohabitation n'a rien d'un blocage. Elle n'a jamais empêché un gouvernement et une majorité de mener la politique pour laquelle ils ont été élus ! Entre 1986 et 1988, Jacques Chirac a conduit la politique libérale qui était attendue de lui. Entre 1997 et 2002, Lionel Jospin a pu, lui aussi, mettre en œuvre ses réformes. Je suis favorable à un retour au septennat, mais à condition qu'il soit renouvelable. Prévoir, par la loi, qu'un mandat ne puisse pas être renouvelé, c'est se substituer à la souveraineté du peuple...

NON



ALAIN ANZIANI
SÉNATEUR PS DE LA GIRONDE
MAIRE DE MÉRIGNAC (33)

Dans une société où tout s'accélère, le président doit pouvoir s'appuyer sur une légitimité renouvelée à une fréquence correcte : des élections présidentielles tous les cinq ans, c'est un bon rythme. Sept ans, c'est long ! Regardez, d'ailleurs, la durée des mandats des chefs de l'exécutif dans les autres démocraties : quatre ans aux États-Unis, quatre ans pour le chancelier en Allemagne, cinq ans en Grande-Bretagne...

Quand on me dit qu'avec le septennat le président aura « le temps et la sérénité » pour agir, loin des soubresauts de l'opinion, dans une sorte d'abstraction, c'est une vue de l'esprit ! Il continuera bien évidemment de tenir compte des sondages, des manifestations, des grèves... Par ailleurs, un septennat induit fatalement, avec les élections législatives au bout de cinq ans, un risque de cohabitation, ce qui n'est pas un bon système de gouvernance.

Un septennat induit fatalement un risque de cohabitation

Quant au septennat non renouvelable défendu par certains, c'est une très mauvaise option : un candidat est élu à la présidence et, sachant qu'il ne pourra pas se représenter en fin de mandat, il a les mains complètement libres. Aucuns comptes à rendre aux Français ! C'est la porte ouverte aux excès, aux dérives, à l'isolement encore plus grand du pouvoir... La vraie question, ce n'est pas la durée du mandat. Le vrai sujet, c'est la grande ambiguïté de nos institutions. Le président est censé être le gardien de la nation, au-dessus de la mêlée, tandis que le Premier ministre dirige l'action du gouvernement. Or, en réalité, le président, élu pour cinq ans au suffrage universel direct, est le véritable chef de l'exécutif. La cohérence, ce serait de passer à un vrai régime présidentiel à l'américaine : un président qui dirige pleinement l'exécutif pendant cinq ans, un Parlement doté d'un réel pouvoir législatif... et plus de Premier ministre entre les deux.

En quête d'investisseurs

TRAVAUX La possible arrivée d'un cinéma à la Belle-Allée satisfait Grand-Cognac, qui veut créer un nouvel écoquartier autour de la piscine, mêlant sport, commerce et habitat

JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

Il s'appelle Franck Gagneux. Voici le nom du mystérieux investisseur qui pourrait racheter le stade de la Belle-Allée (lire ci-dessous). L'homme est le propriétaire du cinéma Galaxy à Cognac et il envisage de déménager. « Ça peut être à Mr Bricolage ou dans d'autres communes », confie celui qui gère également le cinéma de Royan. L'arrivée d'un multiplexe de six à huit salles est une aubaine pour Grand-Cognac. La Communauté de communes (CdC) cherche à attirer de l'activité commerciale autour de sa très controversée piscine des Vauzelles. « On pourrait partager le parking avec le cinéma », imagine déjà le maire Michel Gourinchas.

Derrière cette présence, un enjeu de taille : réussir à construire un écosystème dans le nouvel écoquartier des Vauzelles (le projet avait d'abord été imaginé sur le terrain des Verriers, puis à Saint-Jacques). On le sait peu, mais dès le départ, le complexe a été conçu à la fois comme un pôle omnisport et comme une zone d'habitats parsemée de commerces.

La piscine ouvre dans un an

C'est cette dernière vocation qui emporte aujourd'hui l'attention. « Le Mag de Grand-Cognac », qui va bientôt être distribué dans les boîtes aux

lettres, lance un appel pour attirer les enseignes sur les « 20 000 mètres carrés dédiés au développement économique ». « L'idée, c'est d'avoir plusieurs activités », détaille Pierre-Yves Briand, maire de Châteaubernard et vice-président de la CdC en charge des infrastructures. « On peut imaginer un Laser Game, du kart indoor, du petit magasin de sport... »

Une tâche pas gagnée d'avance. Le nouveau bowling a choisi la rue du Dominant dans la commune de Châteaubernard pour s'installer, au grand désespoir de Grand-Cognac, qui aurait bien voulu l'attirer aux Vauzelles.

« Les services ont eu des contacts ces derniers mois avec des gens intéressés, mais tant que le cahier des

Les Vauzelles : un nouveau quartier à aménager



« On a pris beaucoup de superficie, alors il est légitime de maintenir la population »

timing » que l'ouverture du centre aquatique, c'est-à-dire à l'automne 2017.

En attendant, Grand-Cognac fait de la publicité pour « investir aux Vauzelles », comme l'indique le titre de l'article du « Mag ». En tout, une dizaine de lots d'une superficie de 700 à 3 700 m² sont à vendre. La question se pose de savoir si, dans

charges n'est pas sorti, les choses ne vont pas plus loin », rassure Pierre-Yves Briand. Sans avoir d'échéance précise à donner, il espère « être dans le même

une période où la collectivité cherche à attirer les commerces au Mas-de-la-Cour et à Bellevue, la concurrence entre les zones n'est pas à craindre. « Ce seront des activités totalement différentes », répond le maire de Châteaubernard. Ici, on aura des activités plutôt ludiques ou tertiaires. »

L'habitat n'est pas oublié

Plus généralement, c'est un écosystème très particulier qui se dessine. En son centre, la chaudière au bois va alimenter tous les lots : complexe omnisport, collège Félix-Gaillard, lycée Louis-Delage, centre médico-éducatif... et aussi les habitations. 15 000 m² sont réservés à des logements sociaux, comme l'avance Lilian Jousson. « On a pris beaucoup

de superficie, alors il est légitime de maintenir la population », estime le vice-président de Grand-Cognac chargé du logement et de l'habitat. « Nous sommes en discussion avec plusieurs bailleurs pour réaliser du locatif social à loyer modéré. Ce sera vraiment du petit pavillonnaire, avec pas plus d'un étage. »

Les parcelles sont situées vers la rue de l'Échassier. C'est là que se construisent deux des cinq sorties du site. Un rond-point est d'ailleurs en chantier.

Dès cette année, 35 millions d'euros seront dépensés pour les aménagements urbains, sur un total de 7,7 millions. En espérant que les commerces voisins de l'X'eau, le nom définitif de la piscine, ne prennent pas l'eau.



Sur l'avenue d'Angoulême, le stade de la Belle-Allée est un site de choix, contigu au complexe aquatique, ici en fond. PHOTO A. LACAUD

La douloureuse vente du stade

Si le stade de la Belle-Allée, propriété de l'UAC (Union athlétique Cognac-football) est à vendre, c'est sous la pression de Grand-Cognac. La Communauté de communes met la pression au club de foot, en soulignant qu'un stade flambant neuf a été construit à Claude-Boué. Si le club veut éviter une perte de subventions, il devra se résoudre à vendre son bien de 13 000 m², voisin des Vauzelles, à Grand-Cognac d'ici un mois. La collectivité revendrait ensuite à un commerce pouvant servir de « locomotive » pour les Vauzelles. L'estimation initiale des Domaines s'élève à 220 000 euros, ce qui ne semble pas convenir à l'UAC. Cette dissension pourrait rebouter Franck Gagneux. Le propriétaire du Galaxy voudrait déménager son cinéma et profiter de la Belle-Allée pour y construire un multiplexe. Le gérant du cinéma de Royan se dit prêt à investir 3 à 4 millions d'euros pour six à huit salles. « L'emplacement est important mais mon budget ne me permet pas tout », confie-t-il.

Il frappe sa compagne devant le Flunch

Vendredi, à 22 h 30, devant le Flunch de Châteaubernard dans la zone commerciale de Cognac, un jeune homme a frappé sa compagne. Prévenue par plusieurs témoins, la police a trouvé à son arrivée la jeune femme présentant des plaies saignantes au front. Elles étaient occasionnées par la chute consécutive à l'avalanche de coups portés par son compagnon. Choquée, avec cinq jours d'interruption temporaire du travail, elle a porté plainte et a rompu. L'homme de 23 ans, de Gensac, présentait un taux d'alcoolémie de 0,84 g / litre de sang. Il a reconnu partiellement les faits. Après une journée de garde à vue, il a été libéré et comparaitra en février.

Baptêmes dans les airs

CHATEAUBERNARD Les Ailes cognaçaises ont organisé leurs traditionnelles portes ouvertes ce week-end à l'aéro-club. Un succès

JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

Avaient-ils prié le dieu de la météo ? Grâce à un ciel plus que clément, les organisateurs des journées portes ouvertes à l'aéro-club de Cognac-Châteaubernard ont connu un franc succès, ce week-end. « C'est presque nous qui sommes le plus contents, car c'est un plaisir d'offrir des baptêmes de l'air », s'amuse Gilles Lesage, membre des Ailes cognaçaises, la structure qui gère le site. « Il y a même des adultes qui sortent en pleurant, heureux d'avoir vécu ça pour la première fois. »

Car ce sont bien les vols de découverte qui ont attiré le public. En tout, 250 novices ont profité de baptêmes de l'air, avec une fréquentation globale de 800 personnes, soit bien plus que la dernière édition en 2014. L'événement s'organise en alternance avec le Rallye international. Les choses rares étant précieuses, c'est peut-être ce qui a décidé les moins téméraires à tenter l'aventure. « J'ai envie d'y aller mais j'ai un peu peur », avoue Thomas, un Cognacais de 7 ans. Clément, lui, sort du vol plus motivé que jamais : « C'était ma première fois et j'ai vraiment adoré cette adrénaline. » À

18 ans, ce pompier volontaire de Cognac souhaite s'engager dans l'armée de l'air après ses études de Staps à Angoulême. « J'ai vraiment envie de devenir pilote. Ça va commencer par le fait de m'inscrire aux Ailes cognaçaises. »

Partenariat avec l'armée

C'était l'un des objectifs de l'association. « On cherche à montrer que nous sommes ouverts au public, rappelle Michel Lèbe. Notre structure est antérieure à l'arrivée des militaires sur la base aérienne. »

Un voisin très présent : le service de sécurité de la BA 709 était déployé pendant deux jours. Parallèlement, les pilotes professionnels ont ouvert le cockpit d'un Jaguar, en répondant aux questions de potentielles recrues. Les plus avisés ont pu admirer des DR400, Emeraudes, Bulldogs, et autre Long-Ez... Ces avions étaient impeccablement alignés près de la piste militaire. On a même pu croiser Roch Hennessy, descendant de la célèbre famille, faisant visiter le jet qui lui permet de faire la liaison entre Paris, où se trouve sa société, et les 100 hectares de vignoble cognaçais qu'il exploite. Pour ceux qui n'ont pas pu venir, le rendez-vous est pris pour 2018.



Certains pilotes militaires de la BA 709 voisine pratiquent le vol civil aux Ailes cognaçaises. Ils ont proposé une formation à trois avions autour de Cognac. PHOTOS J.G.



Les plus petits étaient ravis



De nombreux modèles étaient exposés

SAINT-BRICE

Les comptes sont bons, mais...

Comme toutes les communes, Saint-Brice est soumis au contrôle de la Chambre régionale des comptes. L'institution a enquêté sur les budgets municipaux depuis 2013 et a rendu ses observations le 1^{er} juillet dans un rapport dont le contenu vient d'être rendu public.

Le premier élément souligné tient à « la disparition de toute capacité d'autofinancement des investissements » à la fin 2013, due à une « érosion sensible des excédents de fonctionnement ». En clair, la commune ne dégage pas assez d'excédent pour financer à elle seule ses projets, c'est-à-dire sans s'endetter. Toutefois, l'enquête note une amélioration à la fin de l'exercice 2014, avec un excédent de capitaux équivalent à un mois de trésorerie.

Hausse des impôts

La Chambre régionale des comptes suggère une hypothèse : « La forte capacité de désendettement repose [...] sur la maîtrise de la dette à long terme. » Une piste à concilier avec les dépenses que constituent la réhabilitation de l'église, l'amélioration des bâtiments communaux ou l'embellissement et mise aux normes d'accessibilité du centre-bourg,



La Chambre régionale des comptes a passé à la loupe les investissements, dont la rénovation de l'église. PHOTO J.G.

Cette difficile équation à long terme trouve des éléments encourageants : « D'utiles économies ont été réalisées en 2014 dans les achats de fournitures et de services », notent les experts, avant de souligner que « la difficile compressibilité des charges de personnel enserme de manière relativement étroite l'abaissement des coûts de gestion ». Pour le maire, la conclusion est simple : « Le rapport montre

que l'on a redressé les comptes », note Jean-Claude Tessandier. Prenant acte de la baisse des dotations de l'État, le premier magistrat a dû se résoudre à augmenter les impôts : 9,21 % pour la taxe d'habitation au lieu de 7,87 % en 2015 ; 18,68 % pour le foncier bâti au lieu de 15,97 % en 2015 ; 46,80 % pour le foncier non bâti au lieu de 40 % en 2015.

Jonathan Guérin

La finance au cœur du conseil

La réunion du conseil municipal s'est tenue mardi dernier. En ouverture de séance, la maire Chantal Nadeau a annoncé aux élus qu'elle avait signé la vente d'un pavillon à la Lidonne pour un montant de 140 000 euros. Tout en précisant que concernant le terrain de la Chapelle, elle est toujours dans l'attente d'une conclusion. (lire ci-contre).

Chantal Nadeau a poursuivi avec le vote des modifications intervenues dans les statuts de Grand Cognac en vue de les mettre en conformité avec la loi Notre du 1^{er} janvier 2017 ; y sont rajoutées des modifications obligatoires, optionnelles ou facultatives de la future Agglomération telles la création d'une aire de covoiturage, l'aménagement de pistes cyclables, les installations sportives du site de La Grave, les sentiers de randonnées, etc. Pour ce qui concerne la commune, le sentier de Fanaud, la création et l'exploitation de réseaux téléphoniques, etc.

Quel périmètre pour l'Agglo ?

Elle a ajouté que la mise en place de cette future agglomération et de son périmètre sera décidée lors de la réunion du 28 octobre avec le préfet ; date à laquelle le préfet peut utiliser son pouvoir pour une agglomération élargie à cinq Communautés de communes (Grand-Cognac, Jarnac, Segonzac, Châteauneuf et Rouillac) contre l'avis du



La mairie a vendu un pavillon du lotissement de La Lidonne, pour un montant de 140 000 euros. PHOTO G.-G.

Rouillacais, qui ne veut pas l'intégrer. Il restera trois jours à ce territoire pour déposer un amendement avant la CDCI (Commission départementale de la coopération intercommunale).

Si la fusion se fait à cinq Cdc, cela voudrait dire que Rouillac n'a pas eu le poids pour convaincre ceux qui seront autour de la table et qu'ils intégreront donc le nouveau périmètre.

En tout état de cause, le 28 octobre, il restera deux mois pour tout mettre en place.

Colette-Christiane Guné

PATRIMOINE

Chantal Nadeau a indiqué aux élus que le budget annexe concernant les lotissements n'ayant pas vocation à perdurer, il est indispensable de procéder à sa clôture car l'opération pour laquelle il a été créé est maintenant terminée d'où l'obligation de reverser la TVA afin de terminer les écritures y afférent. La somme de 1514 000 euros représentant la valeur du stock de maisons et espaces verts restant sera intégrée au patrimoine communal.

CHATEAUBERNARD

Coup de pression sur les hauts de la ville

Le surpresseur de l'Échassier a été réceptionné et mis en service vendredi 9 septembre. Cette « maisonnette en bois » est implantée sur le parking des jardins familiaux du Breuil pour un coût de 80 000 euros. Elle dessert la rue Beausite, la route de l'Échassier jusqu'à l'intersection avec le chemin du Breuil et la rue du Dolmen ainsi que la rue de Bellevue. Sur le chemin du Breuil, la surpression est prévue mais non encore installée.

Dorénavant, à la sortie du surpresseur, la pression est réglée à 3,5 bars. « Les 120 abonnés auront un meilleur confort », a déclaré la première adjointe et présidente du Sieaac (Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de l'Agglomération de Cognac) Dominique Petit, lors du Conseil de la rentrée du 14 septembre.

Intervention remarquable

Un mieux qu'a confirmé le chef de file de l'opposition Jean-Claude Fayemendie. À son domicile, « la pression s'est améliorée : elle est à 2,2 bars », tout en souhaitant qu'elle soit encore légèrement augmentée (0,5 bars de plus) pour offrir une pression identique à l'étage quand l'eau est sollicitée au rez-de-chaussée.

L' élu avait maintes fois alerté le conseil sur ces problèmes de pression. Son intervention la plus remarquable fut au mois d'avril 2014, où il n'avait alors pas hésité à rapporter une preuve matérielle à l'appui (un tuyau). Sous la présidence de Dominique Petit, le Sieaac avait alors prescrit des mesures de pression à son délégataire Veolia, un préalable nécessaire au choix de l'installation du bon surpresseur :



Le surpresseur de l'Échassier a été installé sur le parking des jardins familiaux. PHOTO S. B.

individuel (par foyer concerné, coût individuel estimé 500 euros) ou général (coût estimé 100 000 euros, comprenant l'achat éventuel d'un bout de terrain pour la mise en place du surpresseur).

« Plus de confort »

Cette dernière solution a finalement été retenue puisque la zone sujette à basse pression était étendue. Sébastien Durand pour Veolia explique le minimum syndical constaté de 1,5 bars à 2 bars par la topographie des lieux « on est sur des points hauts de la ville. Le surpresseur va apporter plus de confort aux maisons existantes, les plus concernées étant celles présentant deux étages. Il va ainsi garantir une pression suffisante aux futures maisons du lotissement. » Restait alors à déterminer le lieu d'implantation afin d'offrir une pression quasi équivalente à chaque utilisateur : le parking des jardins familiaux.

Sandra Ballan

Automobile: l'occasion tient le haut du pavé

Le paradoxe particuliers

Elle a mis sa Mini en vente sur Le Bon Coin pour un peu moins de 9.000 euros «parce qu'un professionnel m'en offrirait moins». Elle avait déjà vendu sa 206 sur internet. Sans souci, sans inquiétude que l'acheteur

inquiète que l'acheteur se retourne contre elle. «À partir du moment où on est honnête...» Hernda, à Jarnac, s'apprête à acheter une Audi A3 pour un peu plus de 9.000 euros. Mais là, la jeune femme s'adressera à un professionnel. «Pour la garantie.»

À Mansle, la démarche de Tony est la même. Il est commercial dans les céréales, roule 30.000 km par an et «change de voiture tous les ans». Sa 308 SW de 2015, il l'a mise en vente 23.990 euros sur internet. Et il vient de commander la prochaine chez son concessionnaire. Pour la garantie, pour la sécurité parce que c'est un véhicule professionnel. «Mais celui qui achète ma voiture est aussi protégé. Il lui reste un an de garantie constructeur.» Tony pourrait acheter à un particulier. Il l'a déjà fait, pour le second véhicule, à usage perso, celui-là. Même les professionnels se piquent au jeu des particuliers. Jean-Jacques est

garagiste à Étaignac. Réparateur. Pas négociant. Il vient de vendre sa BMW 335i sur internet. «Le l'avais déjà achetée comme ça. À un pro. Mais c'était sa voiture perso.» Pas de garantie, mais Jean-Jacques est du métier. Et sur internet, les particuliers font aussi les affaires des professionnels. Ali a 37 ans. À Bordeaux, depuis une quinzaine d'années, il vend des voitures aux particuliers. «Je leur en achète beaucoup aussi, je les fais réviser par des garagistes avec qui je travaille, et je revends avec une garantie.» Mais Ali décrit aussi un boulot en

couverture. «Je suis en liaison avec un réseau de concessionnaires, qui sont obligés de faire des reprises. Je les leur reprends pour les revendre. Cela leur évite d'immobiliser de la trésorerie. Et c'est pour eux l'avantage de débarrasser leur parc.» Ali en a fait son activité professionnelle, dit qu'il s'en sort plutôt pas mal. «J'arrive à faire 500 euros de marge sur un véhicule.» Sa spécialité, c'est le véhicule récent («kilomètres» au-delà de 200.000 kilomètres. «Il y a une clientèle pour ce genre de voiture, surtout les allemandes récentes mais qui ont beaucoup roulé. Et seuls les acheteurs connaissent le kilométrage. Ils ont envie d'une belle voiture. Et le kilométrage n'est pas un problème. Au-delà de 200.000 km, les grosses pannes sont survenues et ont été réparées.»

■ Le marché de l'occasion atteint des sommets en Charente ■ Il se vend une voiture neuve pour trois d'occasion ■ Le marché est en expansion, gagne des parts de marché même chez les concessionnaires.

Jean-François BARRÉ
j.barre@charentelibre.fr

En 2015, 35.361 voitures d'occasion se sont vendues en Charente. Contre 8.158 véhicules neufs pour la même période. Et 2016 devrait s'achever à 35.500. Il ne s'est jamais vendu autant d'occasions. Pas loin de quatre pour une neuve. Le marché se tient bien. Pendant longtemps, les professionnels de l'automobile ont considéré l'occasion comme un mal nécessaire. Un parc qui permettait d'écouler les véhicules repris aux acheteurs d'une voiture neuve. Et puis la crise est passée par là et à force de casser les prix «le marché de l'occasion est devenu celui qui permet aux concessionnaires de faire le plus de marge», analyse Thierry Benteyn, à l'antenne charentaise du conseil national des professions de l'automobile (CNPA).

L'après-vente ne permet même plus de faire du gras quand la première vidange s'effectue entre 25.000 et 30.000 km. «Et comme les gens roulent moins vite, il y a moins d'accidents, donc de réparation, moins d'usage des pièces et de remplacement. Aujourd'hui, un train de pneus fait de 35.000 à 45.000 km», précise Thierry Benteyn. Les concessionnaires gagnent sur les crédits, sur les pièces de rechange. Ils margent de moins en moins sur le neuf. Alors le véhicule d'occasion semble prendre des airs de valeur



La vente de véhicules d'occasion explose. Le marché devient très concurrentiel entre négociants et concessionnaires. Photos Majid Bouzrif

refuge... «Si le marché du neuf est en légère progression, n'oublions pas que 2013 a été la pire année depuis trente ans et que 2014 était à peine meilleure. En dessous de deux millions de véhicules neufs vendus en France, ce n'est pas un marché normal.» Mais s'il se vend davantage de voitures neuves qu'il y a quelques années, elles sont plus petites. «Aujourd'hui, la plus vendue, c'est Dacia Sandero, devant Clio.»

Une année record

En 2016, 23.000 autos d'occasion étaient déjà vendues à la fin du mois d'août. Sur une année, les véhicules de moins de six mois ne représentent qu'un petit millier de ventes. C'est 4.000 voitures de six mois à deux ans, un peu plus de 6.000 de deux à cinq ans. Et 24.200 au-delà de cinq ans.

Sur le marché, on trouve les historiques, spécialistes du véhicule d'occasion (lire ci-dessous). Mais s'il se vend trois véhicules d'occasion pour un neuf, «60% des transactions ont lieu entre particuliers», rappelle Thierry Ben-

teyn. Les pros, eux, ont bien compris qu'il fallait structurer l'offre, proposer des véhicules récents et jouer sur la sécurité. Qualité, garantie, sérieux, pas de vice caché. L'offre, c'est la clé. On ne vend que le véhicule que veut le client. Et le marché ne s'effondre pas.

«Cette année devrait même être record, pronostique Guy Prud'homme, le plus ancien des négociants automobiles, toujours à la commission occasion du CNPA. Mais la structure a bougé, souligne-t-il. On vend davantage de véhicules de plus de cinq ans.» «Aujourd'hui, c'est devenu indispensable, confirme Janick Goury, le directeur de la concession Citroën d'Angoulême. Le cœur de notre métier reste l'après-vente, qui génère 40% du chiffre d'affaires. Mais l'occasion en représente aujourd'hui 20%.» Quand il vend 1.200 véhicules neufs dans l'année, il en vend 800 d'occasion à des particuliers et 600 à des professionnels à travers un système d'enchères qui leur est réservé. C'est devenu un tel business que les concessionnaires ne se contentent pas de placer leurs reprises.

«On se fournit aussi pour un tiers chez les constructeurs, et on fait tourner le stock dans le groupe. On ne fait pas de gras, mais un peu de marge.» Parce que c'est aujourd'hui internet qui fixe le prix, qui génère près de 20% des ventes des enseignes.

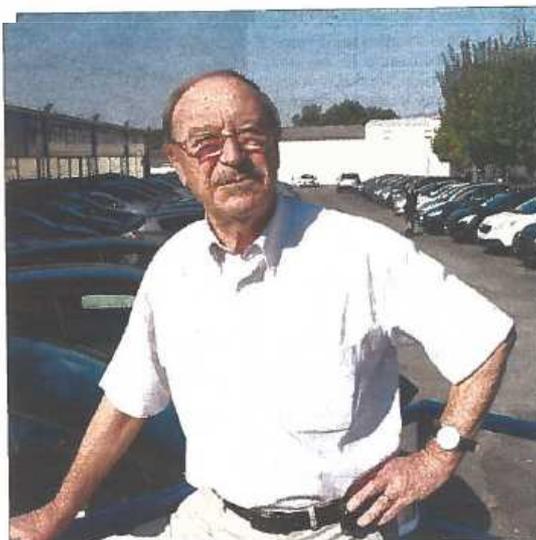
«Le marché a changé, constate Guy Prud'homme qui flaire un regain d'activité pour les professionnels. Aujourd'hui, la loi permet à l'acheteur de se retourner contre le vendeur, même particulier, en cas de vice caché. Ça calme. Et surtout, ce que les gens veulent, c'est une garantie.» Et Janick Goury confirme. Le marché de l'occasion s'est même fait une clientèle extra-locale. «La Charente est l'un des départements les moins chers pour le véhicule d'occasion. Les acheteurs viennent parfois de loin.»

Guy Prud'homme, le pionnier: «Le marché a changé. Il y a quinze ans»

Il s'est installé route de Bordeaux à Angoulême en mai 68, quand les concessionnaires ne pouvaient pas avoir d'autos, qu'il n'y avait plus d'essence pour les faire rouler. Guy Prud'homme est un précurseur. Pendant longtemps, il était le seul ou presque, négociant en automobiles. Neuves et beaucoup d'occasions. «Des occasions récentes. C'est là-dessus que l'on a assis la notoriété», raconte-t-il. À une époque, il parlait en camion s'approvisionner en Peugeot à Montbéliard. «J'ai commencé avec les voitures de collaborateurs. Les clients m'attendaient au pied du

camion.» Avec de belles marges à la clé. Aujourd'hui, ses fils vendent plus de Renault et continuent à chercher des véhicules. «On en manque. Le gros des ventes, c'est la citadine. Mais la demande de gros véhicules augmente. Comme les boîtes automatiques. Autrefois, on les cherchait quand un client nous en commandait.» Et avec aujourd'hui trois sites, une activité multipliée par les fils qui ont repris l'affaire, la maison Prud'homme a appris à faire face à la concurrence frontale. Les parcs de véhicules d'occasion se sont multipliés, internet s'est mis de la partie et aujourd'hui,

les clients veulent un prix. Ils ont comparé, imprimé l'annonce. Il y a cinquante ans, on vendait au prix que l'on voulait et le prix différait d'une région à l'autre. Aujourd'hui, on peut difficilement prévoir l'évolution. Le métier a changé il y a quinze ans, dit-il. Il lui a fallu se mettre à l'import, aller en Belgique ou en Espagne pour contrer les mandataires qui ont perturbé le marché, qui ont pour beaucoup disparu. Et le négociant s'est adapté. Sa marque de fabrique c'était moins de six mois. «Aujourd'hui, c'est moins de deux ans.»



Guy Prud'homme s'est installé route de Bordeaux en mai 68.

■ Avec 2 000 entrées payantes de moins qu'en 2015, Blues Passions 2016 est une édition déficitaire ■ «Entre 100 000 et 150 000 €», dixit son directeur, Michel Rolland, qui se veut rassurant.

Maurice BONTINCK
m.bontinck@charente1libre.fr

Le déficit précis devrait être connu cette semaine. «Mais on va perdre un joli billet», reconnaît le directeur de Blues Passions. Au mieux, cela sera un peu moins de 100 000 euros. Au pire, autour de 150 000 € sur un budget total de 2,3 millions d'euros (HT). Michel Rolland se veut pourtant rassurant parce qu'il peut s'appuyer sur une très bonne édition 2015 qui avait permis au festival de se dégager un matelas de 160 000 €. «Cela va nous permettre de compenser la perte, mais nous n'aurons plus beaucoup de marge.» La principale explication de ce mauvais résultat financier est la baisse du nombre de billets ven-

Blues: l'édition 2016 perd du public et de l'argent



Les 5 000 billets vendus pour Poinareff n'ont pas permis au festival de rentrer dans ses frais. Il en fallait 1 000 de plus.

Archive Renaud Joubert

«Nous en avons vendu 2 000 de moins que les 24 000 de 2015 (H). Avec en particulier une baisse de 400 passeports», précise un directeur «pas inquiet» pour la suite mais «vigilant». Ces passeports, vendus 160€, per-

mettent d'assister à la totalité des cinq jours du festival. «Depuis plusieurs années, on en vend en moyenne 1 400. Là, nous avons à peine atteint les 1 000.» Pour le directeur, les causes sont multiples, sans savoir si l'une d'entre elles a été plus impactante. Du «climat social» au «mauvais temps du printemps», la période où est acheté l'essentiel des passeports, en passant par l'Euro de football avec les deux demi-finales pendant le Blues: difficile de trouver la raison. «On doit peut-être aussi encore améliorer notre communication», imagine son patron.

Iggy Pop et Poinareff pas assez rentables

Paradoxalement, les concerts attirant le plus de monde ont mis les finances dans le rouge. Il a par exemple manqué un gros millier d'entrées payantes pour le show d'Iggy Pop. «Nous avons enregistré 4 100 billets payants alors que le "break" était à un peu plus de 5 000», précise Michel Rolland. Dans le jargon des festivals et concerts, le "break" est



Michel Rolland (ici en coulisses avec Iggy Pop) reconnaît que le Blues va «perdre un joli billet».

Repro CL

ce calcul qui permet de savoir à partir de combien d'entrées payantes vous remboursez le cachet de l'artiste. C'est la même chose pour le grand moment de cette édition 2016, le samedi soir: il aurait fallu 6 000 billets vendus pour Michel Polnareff. Finalement, le chiffre s'est arrêté à 5 000. Les autres concerts qui ont attiré moins de spectateurs étaient aussi

Depuis plusieurs années, on vend en moyenne 1 400 passeports à 160€. Là, nous avons à peine atteint le millier...

beaucoup moins chers. Ainsi, Marianne Faithfull et son «pathétique concert» d'une demi-heure le vendredi - dixit Michel Rolland lui-même - n'ont pas plombé les comptes. Idem pour le mardi soir à Jarnac, Imany et sa performance unanimement saluées, font mieux que rentrer dans les clous budgétaires.

Malgré cet accroç d'un maximum de 5% du budget, le festival financé à moins de 15% par les collectivités a tout de même trouvé de nombreuses raisons de se réjouir en 2016. Avec par exemple, les concerts à 15 euros la place du «1715, avenue du Blues» qui ont vu leur fréquentation doubler et passer à 600 par jour. Le Voodoo Club aux Abattoirs a fait salle comble les deux soirs et sa musique électronique a attiré un nouveau public. Dans la partie gratuite, les «petits-déjeuners du Blues» bénéficient d'un «excellent retour». Ce qui fait dire à Michel Rolland que son festival ne communique pas assez sur toute la partie gratuite qui anime le jardin public la journée. «On a des choses à faire de ce côté, alors qu'on évalue à 15 000 le nombre de personnes qui bénéficient de cette partie-là du festival», imagine le directeur. Qui n'oublie pas de préciser que son festival injecte chaque année «1,4 million d'euros dans l'économie locale, comme l'ont démontré plusieurs études indépendantes». Manière de rappeler que la vie d'un festival dépasse largement les aléas d'une édition plus ou moins réussie financièrement.

(1) Blues Passions a cependant atteint les 30 000 spectateurs. Mais environ 8 000 entrées font l'objet de partenariats avec les sponsors et les collectivités.

Une édition 2017 de transition avant les 25 ans en 2018

«2017 va être une très juile édition avec les deux premiers grands noms sûrement annoncés mi-novembre. Mais la métamorphose sera légère... C'est vrai que je suis très focalisé sur 2018 et le 25^e anniversaire.» Michel Rolland ne le cache pas, il aimerait faire un gros coup pour l'anniversaire du festival dans moins de deux ans. Et pourquoi pas un concert spécial au Parc des Sports qui peut accueillir plus de 15 000 personnes? «Ça n'avait failli le faire pour le 20^e, ce pourrait être une option...» Il annonce en tout cas son envie de modifier l'agencement du jardin public pour 2018.

En attendant, Blues Passions cherche à «créer une vraie marque» et présentera de nouveaux visuels d'ici une quinzaine de jours. Ce qui doit par exemple permettre de vendre des produits dérivés mais aussi de développer d'autres événements via CBP (Cognac Blues Passions) Productions, concept qui s'adresse aux collectivités comme aux privés désireux d'organiser des événements, à l'image du prochain concert de Yael Naim en décembre au Castel. «On a les compétences et l'envie de développer ça. Nous sommes en train de nous structurer.»

■ CHÂTEAUBERNARD

Il frappe sa conjointe sur le parking de Flunch

Vendredi soir, vers 22h30, deux femmes qui patientaient dans leur voiture sur le parking de Flunch, à Châteaubernard, ont été témoins d'une scène de violence conjugale. Une femme était frappée, mise à terre par son conjoint. Pendant que l'une des témoins appelait la police, l'autre s'est interposée entre la victime et son agresseur. «Il s'est alors avancé vers nous et nous a traitées de tous les noms», témoigne la jeune témoin. En attendant l'arrivée des forces de l'ordre, les trois femmes se sont réfugiées dans Flunch. La victime avait une plaie saignante au niveau du front, elle a raconté aux agents que son compagnon l'avait frappée et jetée au sol et qu'elle s'était ouverte en tombant. L'homme de 23 ans, resté sur le parking, a aussitôt été interpellé. Contrôlé avec 0,84 g d'alcool par litre de sang, cet habitant de Cherves-Richemont a été placé en garde à vue. La jeune femme s'est rendue à l'hôpital où les médecins ont estimé que son état réclamait cinq jours d'incapacité totale de travail (ITT). Libéré samedi, l'agresseur devra répondre de ses actes devant le tribunal le 7 février prochain.

Les avions de l'aéroclub ont fait recette tout le week-end

Les portes ouvertes de l'aéroclub ont rencontré un vif succès ce week-end. Avec deux fois plus de baptêmes de l'air que l'an passé.



Le public a apprécié le véritable musée à ciel ouvert, avant d'assister hier au départ du bimoteur Piper.

Photo M.-A. B.

Maurice BONTINCK
m.bontinck@charentelibre.fr

Il ne s'attendaient pas à un tel succès. En deux jours et avec l'aide du beau temps, l'aéroclub de Cognac-Châteaubernard a plus que réussi ses portes ouvertes. «C'est simple, on a fait 80 baptêmes de l'air, c'est deux fois plus que l'an passé, résume Gilles Lesage, le responsable des vols moteur. Avec un prix défiant toute concurrence (60 euros par vol pouvant aller jusqu'à trois personnes au lieu des 50 euros habituels par personne), près de 200 personnes ont profité de la vue au-dessus de Cognac et le long de la Charente. «C'était formidable, on a pu aller jusqu'à Bassac et Jarnac tout en suivant le fleuve», s'enthousiasme cette maman qui a emmené sa fille de trois ans. Au total, la trentaine de bénévoles du club a accueilli environ 600



Le jeune public s'est précipité dans le cockpit du Jaguar.

Photo J. D.

personnes. «On a également vu beaucoup plus de jeunes qui ont pris des renseignements sur le club», poursuit Gilles Lesage. À

quelques mètres de là, l'une des principales attractions du week-end se mérite. Il fallait en effet attendre plusieurs minutes pour pouvoir monter dans le cockpit d'un Jaguar et s'installer aux commandes tout en bénéficiant des conseils d'un pilote de l'armée. Seul petit regret, les avions les plus légers sont restés au sol en raison du fort vent de travers. Le défilé aérien prévu en fin de matinée s'est transformé en patrouille de trois appareils du club. De quoi ravir une fois encore un public qui a également profité de la présence d'un prestigieux bimoteur Piper A31 Cheyenne, propriété de Roch Hennessy. «Je suis membre du club depuis presque toujours, j'avais promis de venir», explique-t-il juste avant de s'envoler vers l'Italie et de faire deux passages pour saluer ces journées réussies.

Main dans la main contre les déchets

L'opération Nettoyons la nature organisée par la commune s'est déroulée samedi pour donner un coup de propre. Dès 9 heures, 80 personnes - habitants, parents, membres des associations -, dont 30 enfants sensibilisés par leurs professeurs pour ce projet éducatif et solidaire ont été accueillis par les élus et les membres de la société de chasse, près des ateliers municipaux pour un café-croissant et la distribution d'équipements adaptés: chasubles, gants, sacs.

Répartis par petits groupes, ils ont sillonné routes et chemins de la commune qui s'étend sur près de 11km², pour traquer les déchets (verre, plastique, emballages divers, cartons, pneus et autres encombrants). Alain Chollet, maire, a noté que les volontaires sont toujours toujours plus nombreux chaque année. Pour terminer cette opération annuelle dans la convivialité, le repas offert par la municipalité et la société de chasse a réuni 55 personnes.



80 personnes dont 30 enfants ont participé à l'opération annuelle.

Photo CL

FOOTBALL

Coupe de la Charente

St-Fraigne - Haute-Charente	3 - 0
Etiagnac - Bel Air	0 - 1
Nanteuil-Verleuil - St-Somin	3 - 0 (F)
Courbillac - Ma Campagne	3 - 6
St-Hilaire-de-B - Cognac Foot 3	0 - 4
Berneuil/Salles - Louzac	1 - 1 (TAB 1-3)
Châteaubernard - Chantillac	0 - 3
Ars-Gimeux - Condeon-Reignac	1 - 1 (TAB 3-1)
Aunac - Luxé	0 - 3
Lesters/St-Christophe - Ecuras	2 - 5

U13 Brassage

Poule A

Angoulême (B) - Châteaubernard	8 - 3
Isle-Espagnac (B) - Ang. Portugais	1 - 4
Mouhiers (B) - Montmoreau	6 - 0
Val-de-Nouère - St-Yrieix/Champniers (D)	14 - 0
Classement. - 1. Val-de-Nouère, 3 pt, 1 m; 2. Mouhiers (B), 3 pt, 1 m; 3. Angoulême (B), 3 pt, 1 m; 4. Ang. Portugais, 3 pt, 1 m; 5. Isle-Espagnac (B), 0 pt, 1 m; 6. Châteaubernard, 0 pt, 1 m; 7. Montmoreau, 0 pt, 1 m; 8. St-Yrieix/Champniers (D), 0 pt, 1 m.	

Poule B

Alliance 38 - Val-de-Nouère (B)	1 - 4
Cognac (D) - Châteaubernard (B)	2 - 8
La Couronne (C) - Sud-Charente	3 - 2
Mouhiers - Vilebois	7 - 0
Classement. - 1. Mouhiers, 3 pt, 1 m; 2. Châteaubernard (B), 3 pt, 1 m; 3. Val-de-Nouère (B), 3 pt, 1 m; 4. La Couronne (C), 3 pt, 1 m; 5. Sud-Charente, 0 pt, 1 m; 6. Alliance 38, 0 pt, 1 m; 7. Cognac (D), 0 pt, 1 m; 8. Vilebois, 0 pt, 1 m.	

La France retrouve ses harkis

■ Les harkis, soldats oubliés, ont reçu l'hommage du Président de la République hier

■ Avec «les responsabilités» de la France clairement affirmées.

François Hollande a reconnu hier «les responsabilités» de la France dans «l'abandon» des harkis au cours d'une journée d'hommage qui a pris des allures de pré-campagne électorale, à sept mois de l'élection présidentielle. Cette reconnaissance était une première par son caractère solennel.

Candidat, François Hollande en avait fait la promesse, en avril 2012, tenue dès septembre de la même année mais seulement via un message lu par un de ses ministres. Encore chef de l'État mais alors complètement candidat, Nicolas Sarkozy avait lui aussi «reconnu» cette responsabilité française, huit jours avant la présidentielle 2012. Il avait été le premier président à se rendre au camp de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) où avaient été parqués plusieurs dizaines de milliers de harkis.

Mais hier, François Hollande a délivré son message dans la cour de l'Hôtel national des Invalides à l'occasion de la Journée nationale d'hommage aux harkis, instituée, a-t-il rappelé, par l'ancien président Jacques Chirac.

«Je reconnais les responsabilités des gouvernements français dans l'abandon des harkis, les massacres de ceux restés en Algérie et les condi-

”

Un pas en avant important dans le travail de mémoire.

tions d'accueil inhumaines des familles transférées dans les camps en France», a dit le chef de l'État, applaudi par les représentants des harkis présents.

Kader Arif, son ancien secrétaire d'État aux anciens combattants, a estimé que c'était «un acte fort», Europe Ecologie-Les Verts y voyant «un pas en avant important dans le travail de mémoire relatif à la guerre d'Algérie que la France doit entreprendre».

Promesse de 2012

Cette déclaration reprend au mot près sa promesse de 2012, manière pour le chef de l'État de montrer qu'elle est pleinement honorée... et de tenter de se réconcilier avec un certain nombre de harkis qui avaient protesté (accompagnés de nombreuses voix à droite) au printemps.



François Hollande, hier, aux Invalides lors de la journée d'hommage.

Photo AFP

Le chef de l'État avait en effet commémoré le cessez-le-feu du 19 mars 1962 en Algérie (le lendemain des accords d'Évian), une date qu'ils considèrent comme symbolique de leur abandon.

Après ces accords, 55.000 à 75.000 harkis ont été abandonnés en Algérie et victimes de sanglantes représailles de la part des nationalistes. Quelque 60.000 ont été admis en France.

M. Hollande a souligné le caractère «symbolique» de sa déclaration, insisté sur les actions déjà entreprises par ses prédécesseurs et rappelé son plan d'action de 2014 comportant un volet «réparations».

C'est qu'au sein de la communauté

harkie, des voix s'élèvent pour que la France fasse un geste supplémentaire. «La France a une dette envers les harkis», déclarait en mars Hocine Louanchi, coordinateur du Rassemblement militant de la cause harkie.

«Maintenant il est important que cette reconnaissance soit actée par une loi», a réagi Mohamed Otsmani, délégué régional Paca du Comité de liaison national des harkis, qui représente 150.000 personnes. «La reconnaissance ne va pas sans la réparation», a-t-il insisté.

«Nous trouvons la paix des mémoires» avec la déclaration de François Hollande, s'est-il tout de même félicité.

«Du côté de ceux qui réparent»

Hier aux Invalides, François Hollande a serré la main de nombre de candidats à la présidentielle, présents aux côtés des anciens combattants: Nicolas Sarkozy, Nathalie Kosciusko-Morizet, Jean-François Copé ou Marine Le Pen (FN). Alain Juppé, l'un des favoris de la primaire de la droite, célébrait cette journée d'hommage à Bordeaux dont il est maire. En visite auprès d'une famille de harkis en Camargue samedi, François Fillon a plaidé pour que l'on «répare» les injustices. Bruno Le Maire a souhaité que soient «trait(ées) avec dignité les questions relatives à l'indemnisation». Cette reconnaissance, «c'est tard, c'est mieux tard que jamais, c'est terriblement trop tard», a de son côté estimé NKM sur Radio J.

Alors que Nicolas Sarkozy est régulièrement accusé dans son camp de diviser, tandis que la droite et le FN vitupèrent régulièrement contre toute «repentance», M. Hollande a saisi l'occasion pour mettre en garde ses probables futurs adversaires: «La grandeur est toujours du côté de ceux qui réparent, plutôt que [de] ceux qui séparent.»

Leurs demandes sont relayées dans la classe politique. Des députés de droite ont déposé en avril une proposition de loi prévoyant notamment que «la Nation s'engage à réparer les préjudices moraux et matériels subis par les harkis», 500.000 personnes avec les descendants.